

La technologie dans les Amériques

L'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ACAL), constituée en vue de promouvoir les échanges, le commerce et les investissements entre le Canada et les pays de cette région, a tenu sa huitième conférence internationale à Toronto, du 5 au 7 octobre.

Cette conférence de deux jours a porté sur la "technologie dans les Amériques". Plus de 400 délégués, dont une centaine de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires d'Amérique latine et des Caraïbes ont participé à la Conférence. Sa tenue avait été prévue pour coïncider avec le séjour au Canada de deux missions importantes du Brésil et de l'Argentine.

Les délégués ont discuté des développements technologiques récents dans les domaines de l'énergie, des communications, de l'urbanisme, de l'alimentation et des ressources.

Au nombre des principaux conférenciers, on notait: MM. Nicolas Ardito Barletta, vice-président, Bureau régional de l'Amérique latine de la Banque mondiale; Alberto Grimoldi, ministre du Développement industriel de l'Argentine; Alfred Powis, président et administrateur principal du Groupe Noranda; Jose Represas, président pour le continent du Conseil interaméricain du commerce et de la production; Larry Grossman, ministre de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario; et Ed Lumley, ministre fédéral d'État chargé du commerce.

Au cours de la Conférence, M. Lumley s'est entretenu avec le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles de la Guyane, M. Hubert Jack. Les deux ministres ont discuté des possibilités de coentreprises et d'investissements dans les secteurs manufacturier et forestier.

M. Lumley a eu, également, des entretiens avec M. Mario Fernandez, conseiller économique du président du Panama. Les échanges ont porté sur le renforcement des liens économiques et politiques entre les deux pays et la possibilité d'accorder au Panama de l'aide technique dans le transport urbain, les pêches, l'éducation, et la câblvision commerciale. M. Lumley a aussi discuté avec M. Wilberg Jiménez Castro, ministre du Plan du Costa Rica, d'investissements canadiens dans les pêches et l'agriculture. Il a eu, également, des entretiens avec M. Arturo Cruz, membre de la junte et chef de la délégation du Nicaragua.

Remise du prix de l'affaire "personne" à cinq Canadiennes



Sur la photo prise lors de la remise des médailles, l'on aperçoit (de gauche à droite) Maysie Macsporran (remplaçant Elizabeth Monk), Ella Manuel, Agnes Semmler, le gouverneur général, Mme Schreyer, Germaine Bellemare-Goudreau et Sophie Steadman.

Cinq Canadiennes ont reçu cette année le Prix de l'affaire "personne".

Lors d'une cérémonie qui a pris place à Rideau Hall, le gouverneur général a remis à chacune d'elles une médaille commémorative, frappée à la mémoire de cinq Canadiennes de l'Alberta dont les efforts aboutirent à la décision historique du 18 octobre 1929.

Par cette décision, le Conseil privé de Londres reconnaissait que la femme était bel et bien une personne et qu'elle pouvait par conséquent être nommée au Sénat du Canada (voir *Hebdo Canada*, vol. 7, n. 34, p. 5).

Les Canadiennes honorées cette année sont les suivantes:

— Mme Germaine Bellemare-Goudreau (Nicolet, Québec) a été choisie pour sa participation à des mouvements humanitaires et sociaux visant la promotion féminine dans les zones rurales du Québec.

— Mme Ella Manuel (Bonne Bay, Terre-Neuve), écrivain et journaliste, a travaillé inlassablement en faveur de la paix, des femmes, de l'éducation et de la socialisation des enfants.

— Mlle Elizabeth Monk (Montréal) est une championne des droits de la femme,

surtout au Québec. En 1942, elle est devenue avec une de ses amies les premières femmes admises au barreau du Québec. Elle fut l'instigatrice du groupe de pression qui, en 1940, obtint le droit de vote pour les Québécoises.

— Mlle Sophie Steadman (Ottawa) a consacré sa vie à l'amélioration de la condition féminine. Mlle Steadman a appuyé fortement la création du Conseil consultatif sur la condition féminine et celle de la Commission canadienne des droits de la personne. Par son rôle actif et effacé, elle est le symbole de toutes les femmes qui travaillent dans l'ombre mais dont la contribution est l'élément indispensable des améliorations apportées à la condition féminine.

— Mme Agnes Semmler (Inuvik, Territoires-du-Nord-Ouest) fut nommée juge de paix à Inuvik en 1975, devenant ainsi la première femme du Grand Nord ayant accédé à un poste aussi élevé. Elle est surtout une pionnière qui sut faire reconnaître la participation des femmes autochtones aux affaires communautaires, régionales et nationales. Elle fut l'un des membres fondateurs et la première présidente du Comité des titres de propriété des autochtones.